Le soulèvement en Tunisie, de l’alliance de classes à la lutte de classes

Cinquante ans après les guerres de décolonisation, le monde arabe est entré dans une nouvelle ère de révolutions. Du Maroc au Yémen, les pouvoirs politiques sont partout contestés par des grèves incessantes, des mobilisations violentes, des émeutes, des soulèvements populaires. C’est un véritable moment de rupture historique, moment crucial au cours duquel les peuples arabes veulent en finir avec des Etats post-coloniaux inféodés à l’impérialisme, oppressifs et impotents sur tous les plans. Les révolutions éclatent partout parce que les Etats ont institué des rapports sociaux qui font obstacle au développement économique, social et politique des peuples. Bien qu’ayant des spécificités nationales, les différents pays arabes présentent des caractéristiques similaires : en général, l’appareil d’Etat est contrôlé par une oligarchie qui s’en sert pour spolier les richesses et ressources du pays et créer une économie extravertie, complètement dépendante des Etats occidentaux et des multinationales. Du même coup, l’appropriation conjointe des richesses et du surplus économique par les clans au pouvoir et les capitalistes occidentaux se transforme en système générateur d’exclusion pour de larges secteurs de la société. La bourgeoisie locale est bloquée dans ses investissements, dans son accumulation du capital et dans ces conditions une économie nationale ne peut pas émerger. En conséquence, la main d’œuvre salariée ne trouve que très difficilement les possibilités de s’employer, et lorsqu’elle y parvient, c’est l’exploitation forcenée qui lui est réservée. En s’exacerbant, les contradictions entre les rapports socio-politiques institués et les forces vives de la société débouchent fatalement sur des explosions révolutionnaires. C’est cette hypothèse que nous avons voulu

démontrer à travers l'étude du soulèvement tunisien.

Le spectre révolutionnaire a refait surface. Sorti des entrailles de la Tunisie, il s'est déployé sur l'ensemble du pays, propageant ses ondes tel un violent séisme, et plongeant dans le cauchemar les cliques dirigeantes arabes, les dictateurs de tout acabit ainsi que les pouvoirs impérialistes. L'effet de surprise fut total pour les ennemis du peuple, intérieurs et extérieurs. Rien ne laissait présager qu'au bout d'un mois de soulèvement populaire la dictature policière implacable de Ben Ali et des Trabelsi allait être renversée.

Il a suffi d'un geste désespéré d'un chômeur, vendeur à la sauvette de légumes dans une ville du Centre-sud de la Tunisie pour que le pays entier entre dans un processus révolutionnaire. La contestation populaire du régime est partie de la ville de Sidi Bouzid et a gagné ensuite l'Ouest de la Tunisie : Kasserine, Thala, Siliana, Gafsa et bien d'autres localités. Au bout de trois semaines c'est Tunis qui entre en lutte ainsi que toutes les autres villes du Nord et de l'Est. Une semaine de mobilisation populaire conjointe sous le slogan « Ben Ali dégage ! » a suffi pour chasser le clan politico-mafieux des Ben Ali-Trabelsi. Une fois le clan démantelé, il s'agissait de s'en prendre au système Ben Ali, à savoir l'emprise du parti RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) sur toutes les institutions et entreprises. C'est encore le Sud et l'Ouest qui engagèrent la première offensive sous le slogan « RCD dégage ! » et le Nord et l'Est ont pris le relais. Le Sud et l'Ouest poussent et le Nord et l'Est convertissent la lutte en victoire politique. La révolution a éclaté à la périphérie du système, dans les régions les plus pauvres, laissées à l'abandon par le pouvoir politique. Lorsque la révolution a gagné les centres de pouvoir, c'est-à-dire les grandes villes du Nord-est, la domination oligarchique des Ben Ali-Trabelsi a été renversée.

Les caractéristiques du système économique imposé par le clan Ben Ali-Trabelsi et les quelques familles appartenant à ce clan par alliance sont simples : enrichissement via la mise en place de sociétés d'import bloquant toute possibilité d'industrialisation du pays, accaparement des entreprises locales prospères par des méthodes diverses d'intimidation, portes ouvertes à l'installation des multinationales. Comme on peut le constater, le clan parasite au pouvoir s'est enrichi sur la dépendance intégrale de l'économie tunisienne par rapport à l'Occident. Le pouvoir politique du clan a reposé essentiellement sur un parti, le RCD, infestant l'ensemble de la bureaucratie étatique, une police très puissante exerçant en toute impunité et le soutien indéfectible de l'Occident, plus précisément de la France. L'Etat tunisien constitue un cas typique de ce que les sociologues appellent « néo-patrimonialisme » ou l'utilisation des leviers du pouvoir pour faire main basse sur les richesses et ressources économiques du pays.

Violence économique et violence politique se sont donc conjuguées pour éradiquer toute forme d'opposition. Au niveau économique, il fallait empêcher la formation d'une bourgeoisie qui aurait pu concurrencer le pouvoir. Au niveau politique, le régime Ben Ali a poursuivi l'œuvre engagée sous le régime Bourguiba. Les partis politiques ont été démantelés, leurs militants emprisonnés, torturés ou sommairement exécutés. La violence policière s'est d'abord abattue sur le parti islamiste Ennahda dont 30000 membres sont jetés en prison dans les années 1990. L'intelligentsia et la plupart des organisations de gauche, effrayées par l'ascension fulgurante du FIS en Algérie, vont approuver la répression. Puis une fois la gauche instrumentalisée contre le parti de Rashed Ghannouchi, ce fut à son tour d'être décapitée.

Voilà donc, en résumé, le contexte dans lequel a éclaté la révolution tunisienne : au niveau structurel, une dictature sans fard appuyée par la France, l'Italie, les Etats-Unis et

Israël, une bourgeoisie sans réelle puissance, des classes moyennes en manque de débouchés professionnels, des classes populaires victimes soit du chômage massif soit de l'exploitation forcenée dans les mines, le textile ou les multinationales du tourisme, des partis politiques sans force organisationnelle ni capacité d'action ou totalement inféodés au pouvoir ; et au niveau conjoncturel, les grèves de 2008 des ouvriers miniers de Gafsa (gouvernorat limitrophe de celui de Sidi Bouzid), qui ont duré six mois et qui ont été violemment réprimées (de nombreux morts, des centaines d'arrestations et de cas de torture) ont sans doute brisé le mur de la peur et rendu possible l'explosion révolutionnaire qui a commencé le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid.

C'est ce contexte spécifique qui va imprimer les formes particulières de l'intifada populaire en Tunisie. Ce soulèvement apparait en ses origines comme un modèle pur de révolution. En l'absence de forces politiques structurées, le peuple a pris son destin en main, s'est organisé et mobilisé pour défier l'oligarchie au pouvoir. Conscient politiquement, uni autour de revendications politiques claires, les franges déshéritées du sud et de l'ouest et les quartiers populaires des grandes villes ont porté des assauts successifs jusqu'au renversement de Ben Ali. Face au chaos généré par la police fidèle au régime après la chute du dictateur, le peuple s'est organisé en comités de défense pour ramener l'ordre et arrêter les fauteurs de trouble. Il est intervenu dans les administrations, les entreprises et les banques pour destituer les responsables affiliés au RCD. Le peuple, par la mobilisation de rue, continue, encore aujourd'hui, à faire pression pour faire tomber un « gouvernement de transition » autoproclamé dont l'unique but est de mettre un terme à la révolution, de maintenir le système Ben Ali sans Ben Ali.

Ces bureaucrates de l'ancien système œuvrent aujourd'hui pour consolider un pouvoir en alliance avec l'armée et des secteurs de la bourgeoisie locale. Si l'armée jouit d'une image

positive parce qu'elle a adopté une attitude de neutralité, en ayant refusé d'ouvrir le feu sur le peuple et accepté de s'interposer entre le peuple et la police, son accession au pouvoir constituerait une usurpation de la révolution et la mise en place d'une nouvelle dictature. En tant que corps organisé issu du système Ben Ali, l'armée ne peut en aucune manière représenter le peuple. Elle défendra ses intérêts catégoriels et les intérêts des impérialistes qui la soutiennent. Pour y parvenir, elle brimera le peuple à l'image de ce qui s'est passé en Algérie : démocratisation politique après le soulèvement de 1988, floraison des partis, élections réellement libres qui ont au donné la victoire FIS puis coup d'Etat militaire en 1991, stratégie délibérée du chaos durant une décennie pour mater le peuple et spolier les richesses du pays.

En ses origines, le mouvement révolutionnaire tunisien est un mouvement interclassiste. Lorsqu'il fallut abattre la dictature mafieuse et policière de Ben Ali, il y eut une unité parfaite du peuple. Les masses populaires menèrent l'assaut et la petite-bourgeoisie ainsi que les secteurs lésés de la bourgeoisie s'y associèrent. Débarrassées des Ben Ali, Trabelsi et consorts, des franges de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie se contenteraient volontiers de ce nouveau pouvoir débarrassé de quelques têtes gênantes mais préservé dans ses fondements et ses institutions. Caractérisés par leur faiblesse, les capitalistes tunisiens s'imaginent aisément dans une alliance politique pour diriger le pays, alliance qui les unirait à l'armée, à d'anciens bureaucrates du RCD et bien sûr l'occident avec la France et les Etats-Unis en tête. Les ouvriers et les paysans, les précaires et les chômeurs voient les choses d'un tout autre œil. Ils perçoivent parfaitement que le deal proposé est une arnaque politique, une nouvelle dictature avec un semblant d'ouverture démocratique, quelques partis légalisés bien contrôlés ainsi que de futures élections surement truquées. Et quid des revendications économiques et sociales ? Oualou, rien! C'est pourquoi, le 22 janvier, une

Caravane de la liberté est partie du cœur du pays, des gouvernorats ruraux de Kasserine et Sidi Bouzid pour aller réclamer à Tunis la démission d'un gouvernement provisoire composé des caciques du RCD, prêts à s'acoquiner avec toute nouvelle faction hégémonique pourvu que leur traitement de bureaucrate-parasite-corrompu soit maintenu. A l'appel des régions centre-ouest, les ouvriers de Sfax, les enseignants du primaire et du secondaire se sont soulevés ainsi que les quartiers populaires de Tunis et de toutes les villes. Les manifestants de la Caravane de la liberté ont été durement réprimés et chassés de la Casbah où ils campaient. Mais le 20 février, une manifestation regroupant 40 000 personnes a défilé à Tunis pour de nouveau réclamer le départ du gouvernement provisoire. Et le 25 février ce sont plus de 100 000 personnes qui défilent à nouveau contre le gouvernement honni. Le 27 février, le Premier Ministre Mohamed Ghannouchi, sous la pression populaire, annonce sa démission. Le gouvernement provisoire est tombé mais il semble probable qu'il soit remplacé par un nouveau gouvernement provisoire où la tendance bureaucratique des anciens du RCD soit réduite tandis que la tendance technocratique-bourgeoise formée à l'étranger soit plus forte. Ce combat pour la destitution du gouvernement provisoire constitue véritablement l'indicateur de la transformation du mouvement interclassiste en lutte de classes.

Les damnés de la terre, eux, ne veulent pas d'une pseudo-démocratie dans laquelle les élections à venir n'auraient pour seule fonction que de cautionner le pouvoir d'une bande de nantis. Ils réclament la justice sociale, l'égalité et une liberté politique réelle. Pour eux, « la révolution de jasmin » est une expression creuse. C'est une formule petite-bourgeoise, employée à l'origine par des « cyberdissidents » et relayée par les médias occidentaux pour ranger le soulèvement populaire tunisien dans la catégorie des « pseudo-révolutions » des pays de l'Est. En répétant cette formule comme une invocation, les médias occidentaux espèrent pouvoir

dompter les spectres et démons de la violence révolutionnaire.

Le combat révolutionnaire est donc entré dans une deuxième phase. Après l'unité entre toutes les composantes de la société pour faire tomber la dictature de Ben Ali, c'est la guerre des classes qui se profile. Arrêter ou poursuivre la révolution, telle est la question !

Si la mobilisation venait à perdurer, si la lutte devait s'intensifier, le peuple tunisien aurait à trancher parmi les différentes options qui apparaissent déjà en filigrane, qui émergent de manière plus ou moins consciente dans les débats et les décisions prises. Les options retenues seront déterminantes pour la victoire du peuple ou la régression à un régime autoritaire. Le premier questionnement concerne l'organisation rapide d'élections ou la mise en place d'une assemblée constituante. La première option est celle des élites et de la petite-bourgeoisie affairiste qui voient dans les élections l'arrivée d'un personnel légèrement renouvelé dans le cadre des institutions existantes. Ceci permettrait de contenir la poussée populaire et de préserver les intérêts acquis. L'option opposée d'une assemblée populaire, définissant une nouvelle constitution, radicaliserait la révolution et engagerait le pays dans l'anéantissement des institutions existantes et l'édification d'une nouvelle société.

Le second concerne les moyens de défense de la révolution : faut-il oui ou non armer le peuple ? Les élites ne veulent pas en entendre parler car elles-mêmes s'apprêtent à remettre au peuple ses anciennes chaines. Il est évident que la révolution tunisienne est en sursis et qu'elle est gravement menacée par des ennemis tous plus dangereux les uns que les autres. Par les ennemis de l'intérieur d'abord : les tenants de l'ancien système, la police, la bureaucratie et les personnels qui dépendaient de l'État, par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, par l'armée, par l'opposition légale. Et surtout par les ennemis de l'extérieur : les États arabes effrayés par

une propagation de la révolution ; Israël, le grand agent de la contre-révolution mondiale qui ne supporterait pas l'apparition d'un nouvel État ennemi ; et l'Occident qui œuvre sans discontinuer pour un « grand Moyen-Orient » vassalisé. Pendant que les États arabes agissent au plus pressé en essayant de contenir les poussées révolutionnaires qui fusent de partout, les États occidentaux préparent déjà la réaction.

Les Etats-Unis ont dès le départ misé sur l'armée tunisienne pour mettre un terme à la révolution et garantir l'ordre, et c'est une stratégie identique qu'ils ont appliqué quelques jours plus tard en Egypte. Historiquement, ils entretenaient de très bonnes relations avec l'institution militaire tunisienne d'autant plus que cette dernière avait été formée par les militaires US. Pendant le soulèvement, le chef d'état-major Rachid Ammar était en contact permanent avec des officiels américains et il est clair qu'il a reçu des consignes sur la conduite à adopter. Trois axes apparaissent dans la stratégie conjointe de l'état-major tunisien et des dirigeants américains. D'abord, adopter une position de neutralité pour éviter que l'armée n'implose. Ensuite, pousser Ben Ali à la fuite pour éviter que le mouvement de protestation ne se radicalise. Enfin, faire en sorte de préserver le système ancien. C'est pourquoi quelques jours après la chute de Ben Ali, le général Ammar a tenu un discours public adressé aux manifestants dans lequel il a affirmé que l'armée protègerait la révolution mais que la Tunisie devait rester dans le cadre constitutionnel. Pour l'armée (et les Américains) la révolution devait s'arrêter là et si le mouvement de contestation venait à se renforcer, il n'est pas sûr que l'armée reste cette fois-ci dans une position de neutralité.

La France, quant à elle, a opté jusqu'à la dernière minute pour le soutien au clan des Ben Ali-Trabelsi. L'attitude et les déclarations de la diplomatie française ont suscité la risée internationale. Plutôt discrètes pendant plus de trois

semaines, les langues se sont déliées au moment où la chute de Ben Ali devenait probable pour laisser entendre une invraisemblable cacophonie. D'un côté on suggérait à l'allié de toujours Ben Ali, par la bouche de Mme Alliot-marie, que l'expertise française en terme de sécurité pouvait servir à maintenir l'ordre en Tunisie. Ces propos ont été tenus le 11 janvier 2011 devant une Assemblée nationale pour le moins acquise et convaincue de la justesse d'une telle offre. De l'autre, et ce dès le 14 janvier, jour de l'escapade de Ben Ali, celui qui avait fidèlement servi les intérêts français pendant plus de deux décennies et qui avait, aux dires de certains analystes fait rempart contre l'islamisme, des voix s'élevèrent pour honnir l'hideux dictateur qui avait martyrisé son peuple pendant 23 ans. La perfide complicité entre le pouvoir français et le clan Ben Ali-Trabelsi venait de s'éteindre. En coulisse, les dirigeants français envisageaient avec Ben Ali au début du soulèvement de perpétrer un attentat et de l'attribuer à Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI). Ben Ali aurait décliné l'offre selon les dires d'un de ses proches conseillers par peur de voir le tourisme fortement affecté.

Pour l'Occident, il n'y a que deux scenarii de contre-révolution possibles : réussir à placer leurs hommes de main à la tête de l'Etat tunisien et si cette stratégie venait à échouer, créer le chaos par la multiplication des attentats et briser l'élan révolutionnaire du peuple. Faisant partie des techniques modernes de contre-insurrection, la stratégie du chaos a déjà été appliquée avec succès en Irak et la Tunisie n'est pas à l'abri de ce type de stratagèmes impérialistes et sionistes. Les rumeurs sur les destructions de synagogues, l'assassinat d'un prêtre polonais ou les manifestations contre les prostituées à Tunis ne constituent-elles pas des manigances pour délégitimer le mouvement islamiste et tenter de créer la confusion à un moment où la contestation semble reprendre de l'ampleur ? La nomination de l'ambassadeur français Boris Boillon, ex-ambassadeur en Irak, n'est-elle pas un indicateur de la possible mise en œuvre de la stratégie du

chaos ?

Pour l’instant donc les occidentaux semblent opter dans l’ensemble pour le premier scenario. Face à la pression populaire, le remaniement ministériel s’imposait. Les anciens du RCD ont été écartés mais l’ex-premier ministre de Ben Ali, Mohamed Ghanouchi, est resté à son poste. Etant donné que les institutions existantes sous l’ère Ben Ali ont été maintenues, il était peu probable que la nouvelle direction politique exprimât les aspirations populaires. Bien au contraire, c’est encore un gouvernement parachuté de très haut et qui exprime les intérêts français et américains. Universitaires ou chefs d’entreprise, les nouveaux ministres ont tous des liens plus ou moins explicites avec la France ou les Etats-Unis. En ce sens, la continuité avec le régime Ben Ali est totale : la Tunisie reste sous la dépendance intégrale des puissances impérialistes politiquement et économiquement. Le premier geste politique de ce gouvernement n’a-t-il pas été de se déplacer à Davos pour rassurer les membres du G 20, les investisseurs étrangers et les marchés financiers internationaux ? Après la désignation du nouveau gouvernement, l’Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a appelé à la reprise du travail légitimant de cette manière le nouveau pouvoir. Il ne fallait sûrement pas s’attendre de la part d’une organisation qui avait fait bon ménage avec le régime Ben Ali qu’elle puisse porter les revendications populaires jusqu’à leur réalisation. La stratégie mesquine de ce syndicat officiel est aujourd’hui parfaitement lisible. Il n’a accompagné la contestation populaire que pour éviter de perdre sa base et toute crédibilité. De cette manière il pouvait aussi rappeler à l’ordre et à la fin du mouvement dès qu’un nouveau pouvoir, débarrassé des stigmates du benalisme, était mis en place. Stratégie efficace pour déposséder un peuple de sa révolution !

Si des éléments de la bourgeoisie locale trouvent leur compte dans un pouvoir politique caractérisé par une alliance avec

d’anciens bureaucrates du RCD, l’armée et les Etats occidentaux, il est certain que ce ne peut être le cas de toute la bourgeoisie prise dans son ensemble puisque à nouveau elle devra subir la domination implacable des multinationales. Etant faible, n’ayant pas de base économique assez large, elle doit s’allier à d’autres puissances pour gouverner. Mais en nouant son destin à celui de l’étranger, elle se met directement en danger de mort puisque son marché se trouve happé par les firmes européennes, américaines, etc. De l’autre coté, les classes populaires, en particulier la classe ouvrière, sont elle aussi caractérisées par leur faible consistance étant donné l’aspect très fragmentaire du développement industriel ou l’absence de développement autocentré. En ce sens, les classes populaires ne peuvent pas elles aussi espérer prendre le pouvoir politique de manière autonome. Economiquement et socialement, elles ne sont pas assez puissantes pour gouverner seules. C’est pourquoi, dans les pays du Sud, les révolutions ont des chances d’aboutir lorsque s’échafaudent des alliances politiques entre la bourgeoisie locale dominée, la petite-bourgeoisie et les couches sociales déshéritées pour renverser des pouvoirs corrompus aux ordres de l’impérialisme. C’est le chemin qu’avait emprunté la révolution victorieuse en Iran en 1979. Dans les pays arabes aujourd’hui, le succès du combat révolutionnaire dépend de la formation de ce mouvement interclassiste orienté par le refus de toute forme d’ingérence occidentale, qu’elle soit économique ou politique.

Alliance interclassiste sur le plan interne et surtout solidarité entre les peuples en lutte sur le plan externe : telles sont les conditions sine qua non de la victoire et de la consolidation des acquis révolutionnaires. Un pays arabe aujourd’hui, s’il venait à connaitre une transformation révolutionnaire, ne pourrait pas seul faire face aux attaques et aux manipulations en tout genre des Etats impérialistes et de l’Etat sioniste. C’est pourquoi la révolution ne peut être victorieuse qu’à l’échelle d’un bloc de pays. C’est sans doute

ce qu’ont compris intuitivement les peuples arabes en déclenchant ensemble les luttes pour leur émancipation. Les soulèvements actuels posent donc avec une grande acuité la question de l’unité du monde arabe. Cette union du monde arabe ne peut se réaliser que dans l’antagonisme avec Israël qui est l’agent régional de la division des Etats et des peuples. La question de l’union du monde arabe pose donc directement la question la libération de la terre arabe de Palestine. Plus la mobilisation des peuples arabes se radicalisera et plus l’espérance de vie de l’Etat d’ Israël se restreindra.

Comité Action Palestine